

# « NOS VIES D'ABORD ! »

PENSIONS, RÉVERSION, SANTÉ, FISCALITÉ, PERTE D'AUTONOMIE, UNE SOCIÉTÉ POUR TOUS LES ÂGES

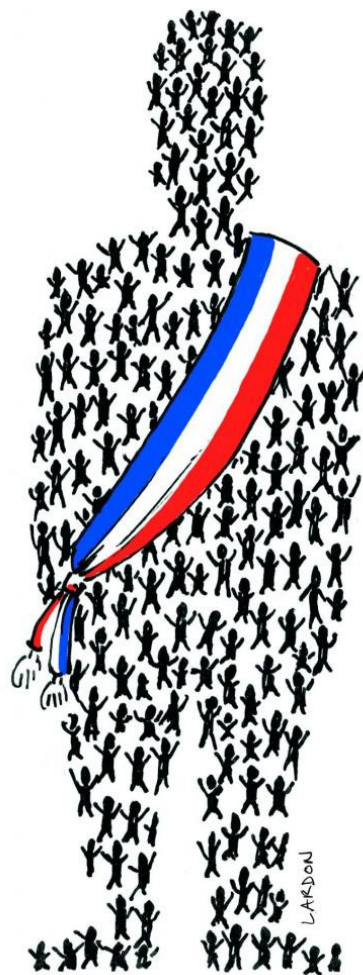
*« En ces temps de choc inouï et durablement éprouvant, une priorité s'impose : convoquer l'intelligence civique et citoyenne, rassembler les énergies vitales et les consciences disponibles, qui ne manquent pas, afin de retrouver le chemin de la pensée et de la raison dans le cadre républicain. Et surtout ? Résister ! Oui, résister aux terroristes, à la tentation de l'idéologie sécuritaire, aux injonctions guerrières, à la connerie mortifère de ceux qui veulent capitaliser sur les morts et la barbarie. Résister, c'est vouloir comprendre et réfléchir. Résister, c'est aussi se doter de régions plus humaines, cela passe donc par les urnes, en refusant démocratiquement les failles les plus sombres de notre société. Voilà ce que résister signifie. Aujourd'hui. Et demain. »*

**J. E Ducoin.**

► Malgré l'état d'urgence, les retraité-e-s continuent d'exiger l'abandon des mesures régressives concoctées par le patronat et les tenants de la finance avec la complicité des gouvernements successifs. Elles et ils veulent des conditions de vie en adéquation avec les énormes possibilités scientifiques, techniques et économiques d'aujourd'hui. Les opérations de « com » ne suffiront pas.

► Refusant de tirer enseignement de l'échec de sa politique, le gouvernement maintient le désastreux cap de la purge sociale. Des millions de retraité-e-s, notamment les femmes, dont les revenus sont en-deçà du seuil de pauvreté, vivent les restrictions dans l'accès à la santé et aux soins, aux transports, à un logement digne, aux loisirs et à la culture.

► Ces restrictions seront aggravées par la loi de finance 2016 qui ampute les budgets de la santé, de l'Assurance maladie ainsi que ceux des collectivités locales, ce qui les contraindra à réduire les services publics de proximité que sont les transports, les maisons de retraite ou l'aide aux personnes âgées ou à augmenter les impôts. Les fumeuses opérations de communication d'Hollande et Valls autour des « exonérations fiscales », n'apaiseront pas les colères.



## **Des politiques cruelles pour les retraité-e-s**

Le durcissement des conditions d'obtention de la retraite, (allongement récent à 63 ans pour la retraite complémentaire), le blocage des pensions (minable 0,1% au 1<sup>er</sup> octobre), l'indexation du niveau des retraites sur les prix et non plus sur les salaires, l'allongement de la durée de cotisation, l'invention d'une taxe de 0,3%(casa) pour les retraité-e-s imposables sont autant de décisions très négatives pour les retraité-e-s, plus de 900.000 retraité-e-s modestes matraqués par l'impôt.

Ces décisions sont injustes en aggravant encore les inégalités. Elles sont inefficaces car, dès lors que les salariés ou les retraités ont moins d'argent pour acheter ce dont ils ont besoin, l'économie ne pourra pas repartir et le chômage continuera d'augmenter.

Les choix gouvernementaux sont donc absurdes, sauf pour les fonds financiers et les grandes sociétés transnationales qui augmentent sans cesse leurs profits et les dividendes qu'elles versent à leurs actionnaires.

## **L'alternative existe, faisons la vivre**

Dans cette situation, avec les désillusions et les écœurements accumulés, la droite et l'extrême droite se voient déjà au pouvoir. Elles considèrent les prochaines élections régionales de décembre comme un marchepied pour 2017 et l'occasion de faire pire encore dans la politique de recul social au profit du grand capital.

Comme le gouvernement actuel, ils conçoivent la question de la retraite, des « aînés » ou autres « vieux », uniquement comme une charge économique, en témoignent les réformes Balladur et Juppé. Il faut donc culpabiliser ceux qui vivent trop longtemps pour leur piquer leurs acquis à reverser aux tenants de la finance, puis faire preuve de compassion et les assister lorsque la paupérisation sera là.

Nous voulons faire vivre l'idée que le droit à la retraite est un choix de société essentiel qui suppose d'intégrer pleinement dans les politiques

publiques mises en œuvre la notion de société pour tous les âges.

Cela nécessite d'émanciper pleinement toute la succession des âges sociaux, d'offrir à chacun des formations initiales de haut niveau, d'éradiquer le chômage, d'abord des jeunes, de désaliéner le travail, d'organiser une sécurité d'emploi et de formation, favorisant une vie hors travail riche, ouvrant ainsi la perspective de plusieurs dizaines d'années d'activités « retraitées » en bénéficiant d'une retraite par répartition indexée sur les salaires.

Cette politique du « vieillissement » dépasse la seule politique de la vieillesse. Elle fait face aux défis posés par les évolutions démographiques en poursuivant le principe d'une solidarité intergénérationnelle, mais elle implique que soient déployés les moyens financiers nécessaires et que soient accordés aux personnes âgées le pouvoir pour faire valoir de nouveaux droits.

## **« Nos vies...votre vie, d'abord »**

Les retraité-e-s veulent avoir les moyens de vivre, de se projeter dans l'avenir, pouvoir participer à la vie sociale, avoir un rôle à jouer dans la société. De bonnes retraites et un service public nouveau peuvent considérablement encourager, amplifier, enrichir ces activités contribuant à construire une autre société.

C'est à partir de cette conception que nos candidats aux prochaines élections régionales abordent les questions de santé et d'accès aux soins, des établissements hospitaliers de proximité, des établissements pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), de fiscalité, de traitement des pensions, de déplacement, d'habitat, d'accès aux services publics, à la culture et aux loisirs.

Pour battre la droite et son extrême, faire vivre une alternative d'égalité, de dignité, de citoyenneté respectueuse de l'environnement soutenons les listes avec les candidates et candidats Front de gauche lors des élections régionales le 6 décembre 2015.

**DANS MA RÉGION LE 6 DÉCEMBRE  
JE VOTE FRONT DE GAUCHE**